

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 16/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sarl Etablissements MOREAU

ZI de la Petite Prairie
BP14
37140 Bourgueil

Références : VI 10/04/2025 UD36 (TD)
Code AIOT : 0010013092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement Sarl Etablissements MOREAU implanté Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 Poulligny-Saint-Pierre. L'inspection a été annoncée le 28/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sarl Etablissements MOREAU
- Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 Poulligny-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0010013092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire Moreau se situe sur le territoire de la commune de Pouligny-st-Pierre et a une surface totale de 17ha 08a 64ca pour une surface extractible de 8ha 50a. La quantité maximale annuel d'extraction autorisée est de 120 000 tonnes avec une moyenne annuelle de 80 000 tonnes. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique sur une épaisseur moyenne de 13m maximum. L'exploitation de cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019, pour une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Extraction à sec	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.4.1	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.4	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.3.2	Sans objet
4	Contrôles par organismes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.7	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.3.5	Sans objet
6	Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.1	Sans objet
7	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée :
L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux (

annexe 2) et aux plans de remise en état du site (annexe 3) annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que la carrière est exploitée conformément au plan de phasages des travaux ainsi qu'au plan de remise en état du site.
L'inspection précise à l'exploitant que pour toutes modifications notamment du phasage, elles doivent faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet de l'Indre.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Extraction à sec

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Extraction à sec

Prescription contrôlée :

Le carreau de la carrière a pour cote minimale 93 m NGF (à l'Ouest du site) et atteindra 97 m NGF à l'Est du site.

L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique sur une épaisseur moyenne de 13 mètres au maximum.

Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 3 m NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.

Constats :

L'inspection constate, sur le plan mise à jour le 27/02/25, que sur la partie "Ouest" du site d'exploitation que le carreau de la carrière a des côtes à 92.5, 92.9 et 92.8 m NGF.

Dans l'arrêté préfectoral en date du 23/07/19, il est prescrit que le carreau de la carrière a pour côte maximale 93.0 m NGF, l'exploitant doit ramener et respecter la côte maximale autorisée sur l'ensemble de la carrière.

Écart constaté : L'exploitant ne respecte pas la cote minimale du carreau prescrit à 93.0 m NGF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : L'exploitant a fait réaliser une vérification de l'ensemble de l'installation électrique. La société APAVE a réalisé ce contrôle le 05/07/2024 et a transmis à l'exploitant un rapport (n° 273048.02.30.24.I.001.ELAR.001) en date du 22/07/2024. L'exploitant précise qu'un nouveau passage est prévu en fin du premier semestre 2025. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôles par organismes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles par organismes extérieurs
Prescription contrôlée : L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues. Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> • les appareils de pesage • les installations électriques Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.
Constats : L'exploitant a fait réaliser le contrôle de ses installations électriques en date du 05/07/24 et les

remarques formulées ont été prises en compte et levées.
L'inspection constate que l'appareil de pesage est reconnu conforme jusqu'en avril 2026.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'auto-surveillance

Prescription contrôlée :

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).
Un premier prélèvement est réalisé avant le début de l'exploitation de la carrière.
Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.
Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.
Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :

Paramètres Fréquence
Niveau piézométrique Semestrielle
Température Semestrielle
PH Semestrielle
Conductivité Semestrielle
Turbidité Semestrielle
Hydrocarbures (HCT) Semestrielle
Plomb Semestrielle
Zinc Semestrielle
Cadmium Semestrielle
Arsenic Semestrielle
Nickel Semestrielle
Chrome Semestrielle

Constats :

L'exploitant a fait réaliser par la société ComiremScop un contrôle de la qualité des eaux souterraines. Les prélèvements ont été réalisés le 12 décembre 2024. Les conclusions du rapport de ComiremScop (Dossier n°24035b de décembre 2024) indique que au regard des paramètres analysés que seul le paramètre turbidité présente des valeurs supérieures aux valeurs de l'eau potable pris pour référence, mais y compris pour l'ouvrage en amont du site. Pour les eaux superficielles, aucune valeur ne dépasse les limites définies dans l'arrêté d'autorisation du 23 juillet 2019.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Auto surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Avant la mise en place de la surveillance, le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont présentés à l'inspection des installations classées.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

La valeur seuil à ne pas dépasser est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges de retombées installées.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a fait réalisé par la société AXYLIS la surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Dans le rapport AXYLIS n° DE 25010250 de mars 2025, le bureau de contrôle conclut que les stations de mesurage indiquent des résultats inférieurs à la valeur limite de référence de 500mg/m²/jour fixée par la norme NFX 43-014 de 2017, en mesures ponctuelles comme en moyennes annuelles glissantes.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; - les bords de la fouille ; - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; - Les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - le positionnement des fronts ; - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par courrier en date du 20 mars 2025, à l'inspection des installations classées, le rapport d'exploitation et le plan d'avancement 2024. La société Moreau a répondu à la prescription de l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 juillet 2019.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite